

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 13/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STOCKO CONTACT

7 ROUTE D'EICHHOFFEN
67140 ANDLAU

Code AIOT : 0006700670

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement STOCKO CONTACT implanté 7 route d'Eichhoffen - 67140 ANDLAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans un contexte de sécheresse durant l'été 2025. En effet, par arrêté préfectoral du 11/07/2025, le bassin "Bruche, Ehn, Andlau, Giessen et Liepvrette" est en secteur d'alerte renforcée et des restrictions de consommation d'eau sont appliquées à la société STOCKO du fait de sa consommation en eau et de ses rejets dans la rivière de l'Andlau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCKO CONTACT
- 7 route d'Eichhoffen - CS 40017 Andlau - 67140 ANDLAU
- Code AIOT : 0006700670
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société STOCKO CONTACT exploite des installations de fabrication et de traitement de surface de pièces métalliques étamées et nickelées, à destination des entreprises automobiles et électroniques.

La visite a porté sur les enjeux eaux (notamment la consommation et les rejets eaux).

Les références réglementaires sont les suivantes :

- arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté préfectoral du 13/12/2017 pris en application du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement portant prescription complémentaires à la société STOCKO CONTACT, situé 7-9 route d'Eichhoffen à ANDLAU (67140) ;
- arrêté préfectoral du 28/11/2019 portant prescription complémentaires à la société STOCKO CONTACT, pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune d'Andlau ;
- arrêté préfectoral du 08/02/2021 fixant des mesures spécifiques de surveillance et de limitation des rejets autorisés dans l'Andlau à mettre en oeuvre en cas de sécheresse par la société STOCKO CONTACT à Andlau.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Applicabilité AM sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
2	Déclaration GEREPE et GIDAF	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
3	Volume de Référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 2-II et 4-I	Sans objet
4	Exemption	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-5°	Sans objet
5	Rejets eaux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2019, article 2	Sans objet
6	Rejet eaux (conditions de sécheresse, seuil d'alerte)	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, articles 2, 3 et 4	Sans objet
7	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant a justifié d'une exemption d'une application de l'arrêté ministériel « sécheresse » du 30/06/2023, en montrant une réduction de prélèvements d'eau de 42 % entre 2018 et 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : applicabilité AM sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thèmes : Risques chroniques, Applicabilité de l'AM sécheresse
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. [...]
Constats : L'autorisation préfectorale d'autorisation du 13/12/2017 autorise une consommation de 30 000 m ³ par an. La consommation d'eau de l'entreprise en 2023 et 2024 est respectivement de 9 000 m ³ et de 14 000 m ³ . De part ces consommations, l'arrêté ministériel du 30/06/2023 s'applique.

L'inspection a transmis en date du 16/07/2025, le questionnaire de positionnement sur l'Arrêté Ministériel « sécheresse » du 30/06/2023. En date du 28/07/2025 l'exploitant a transmis son positionnement vis-à-vis de ce questionnaire (cf constat n° 3 et 4).

Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Déclarations GEREP et GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thèmes : Risques chroniques, Déclaration GEREP et GIDAF

Prescription contrôlée :

Article 4 Arrêté Ministériel du 31/01/2008

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

[...]

-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;

Article 1 Arrêté Ministériel du 28/04/2014

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

L'exploitant n'a pas effectué sa déclaration GEREP pour l'année 2023. Cela constitue une non-conformité.

Étant donné que l'exploitant a effectué sa déclaration de l'année 2024 le 28/07/2025, il n'est pas proposé de suites administratives.

L'exploitant transmet ses déclarations d'autosurveillance des rejets aqueux via l'application GIDAF. Il renseigne actuellement les paramètres analysés trimestriellement par un laboratoire externe en tant que "contrôles externes". Or, ces analyses relèvent bien de son programme d'autosurveillance réglementaire et doivent, à ce titre, être saisies comme telles dans l'application.

A partir du 17/07/2025 (du fait de l'entrée en période d'alerte renforcée sur le bassin de l'Andlau), en application de l'article 2-IV de l'arrêté ministériel du 30/06/2023, l'exploitant remplit également chaque semaine le cadre de surveillance sur GIDAF concernant les volumes d'eau journaliers prélevés.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 3 : Volume de Référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 2-II et 4-I

Thèmes : Risques chroniques, Volume de référence - Calcul

Prescription contrôlée :

Article 2-II

Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Article 4-I

I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

[...]

2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;

3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, s'il est supérieur aux 5 % forfaitaires mentionnés au II de l'article 2 ;

Constats :

L'exploitant a calculé son volume d'eau de référence sur ses consommations de l'année 2024 et a transmis une note de calcul en date du 28/07/2025.

Sur l'année 2024, le volume calculé sur 230 jours travaillés est de 11 382 m³.

Le volume moyen journalier est de 30,48 m³/jour (en période normale d'activité). Le volume forfaitaire correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations (au sens de l'article 2-II de l'arrêté ministériel) est de 1,52 m³.

Le volume moyen journalier, en prenant compte du volume de 1,52 m³ est donc de 29,96 m³/jour.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 4 : Exemption

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-5°

Thèmes : Risques chroniques, Exemption - justification

Prescription contrôlée :

5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 01/01/2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3.

Constats :

L'installation dispose d'un compteur général automatisé depuis 2022.

Avant 2022, l'exploitant effectuait des reports manuels de son compteur et disposait de factures de la SDEA pour déterminer sa consommation d'eau annuelle. Or, ces factures ne correspondaient pas à une année complète.

Sur la base des factures de l'année 2018 et des relevés du compteur pour 2024, l'exploitant indique une consommation de 16 840 m³ en 2018 contre 10 063 m³ en 2024.

Il précise que ces volumes correspondent aux consommations annuelles **hors usages sanitaires**.

Or, la prescription impose de comparer les volumes totaux d'eau prélevés sur une année complète, entre 2018 (année de référence) et 2024, afin de vérifier si une réduction d'au moins 20 % a été réalisée.

En date du 28/07/2025, l'exploitant a repris sa note de calcul en indiquant les volumes d'eau prélevés totaux (issus de ses compteurs d'eau). Le volume prélevé de l'année 2018 est de 19 704 m³ contre 11 382 m³ en 2024. Les données transmises montrent ainsi une baisse de 42,24 % entre 2018 et 2024, ce qui permet de justifier d'une exemption de l'application de l'arrêté ministériel « sécheresse » du 30/06/2023.

Il est rappelé à l'exploitant que ce calcul doit être actualisé chaque année.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 5 : Rejets eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2019, article 2

Thèmes : Risques chroniques, Rejets eaux

Prescription contrôlée :

Les effluents sont conformes aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Concentration moyenne sur 24 h consécutives	Flux sur 24 h consécutives
Volume journalier	130 m ³ /j	
Température	< 30 °C	
pH	6,5 – 8,5	
MEST : Matières en suspension totales	30 mg/l	3,9 kg
DCO (sur effluent non décanté)	170 mg/l	22,1 kg
NGL : Azote global	50 mg/l	6,5 kg
Phosphore total	5 mg/l	0,65 kg
Indice hydrocarbure	5 mg/l	0,65 kg
CN libres	0,1 mg/l	0,01 kg
Nitrites	20 mg/l	2,6 kg
AOX	5 mg/l	0,65 kg
Al : Aluminium et composés	5 mg/l	0,65 kg
Cu : Cuivre et composés	1 mg/l	0,13 kg
Fe : Fer et composés	2,5 mg/l	0,33 kg
Ni : Nickel et composés	2 mg/l	0,26 kg
Sn : Étain et composés	2 mg/l	0,26 kg
Zn : Zinc et composés	2 mg/l	0,26 kg
Trichlorométhane	0,25 mg/l	0,03 kg

Constats :

Les paramètres rentrés dans GIDAF sont conformes à l'arrêté préfectoral du 28/11/2019, à l'exception d'une valeur d'azote globale (NGL) en date du 21/05/2025 mesurée à une concentration de 153 mg/L (pour une VLE de 50 mg/L). Bien que le flux mesuré est conforme aux VLE prescrites (4 kg/j pour une VLE de 6,5 kg/j), il est rappelé que l'Andlau est un milieu sensible notamment sur le paramètre azote.

Il revient à l'exploitant d'effectuer des investigations lorsque des valeurs mesurées dépassent les

VLE prescrites.

Étant donné que ce dépassement est ponctuel et que les valeurs mesurées les plus récentes ne dépassent pas les VLE prescrites, il n'est pas proposé de suites administratives.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 6 : Rejet eaux (conditions de sécheresse, seuil d'alerte)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, articles 2, 3 et 4

Thèmes : Risques chroniques, Rejets eaux

Prescription contrôlée :

Article 2 - Mesures à mettre en place en cas de déclenchement du seuil de vigilance sur le secteur hydrologique « Bruche, Ehn, Andlau, Giessen et Liepvrette ».

À compter de la publication de l'arrêté préfectoral instaurant la mise en vigilance du secteur hydrologique, l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites de rejet suivantes :

- la température des effluents rejetés est inférieure à 25 °C, si toutefois, compte tenu de contraintes techniques exceptionnelles, la température des effluents rejetés dépasse 25°C, l'exploitant met en place une surveillance quotidienne de la température des eaux de l'Andlau jusqu'au retour à une température des effluents rejetés inférieure à 25° C et effectue au moins une mesure en amont du point de rejet et au niveau du point mélange : le point de mélange est situé à 5 fois la largeur du cours d'eau en aval de l'exutoire de rejet et au milieu de la largeur de la rivière ;
- l'exploitant consigne sur un registre la date, les heures de relevé, les températures des effluents rejetés et, le cas échéant, la température en amont, la température du rejet et la température au point de mélange. Ce registre est tenu à disposition de l'Inspection des installations classées ;
- le rejet de l'installation :
 - n'induit pas une température des eaux de l'Andlau supérieure à 27,5 °C, sauf si la température en amont est supérieure ;
 - n'entraîne pas une élévation maximale de température de 1,5 °C des eaux de l'Andlau.

Le registre des mesures consignées est tenu à disposition de l'Inspection des installations classées.

Article 3 - Mesures à mettre en place en cas de déclenchement du seuil d'alerte sur le secteur hydrologique « Bruche, Ehn, Andlau, Giessen et Liepvrette ».

À compter de la publication de l'arrêté préfectoral instaurant la mise en alerte du secteur hydrologique, les mesures prescrites à l'article 2 du présent arrêté sont complétées par les mesures suivantes :

- le flux journalier de Phosphore, rejeté dans l'Andlau, ne dépasse pas 0,08 kg/j.

Une analyse de ce paramètre est réalisée par l'exploitant à fréquence mensuelle.

Article 4 - Mesures à mettre en place en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcé sur le secteur hydrologique « Bruche, Ehn, Andlau, Giessen et Liepvrette ».

À compter de la publication de l'arrêté préfectoral instaurant la mise en alerte renforcée du secteur hydrologique, les mesures prescrites aux articles 2 et 3 du présent arrêté sont complétées par les mesures suivantes :

- l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites de rejet suivantes :
 - le flux journalier de Phosphore, rejeté dans l'Andlau, ne dépasse pas 0,06 kg/j ;
 - le flux journalier de Nitrites, rejeté dans l'Andlau, ne dépasse pas 0,5 kg/j.

Une analyse de ces paramètres est réalisée par l'exploitant en sortie des installations de

traitement des eaux industrielles :

- tous les jours pour le Cuivre et composés, Nickel et composés, Étain et composés ;
- une fois par semaine pour le Phosphore et les Nitrites en sortie des installations de traitement des eaux industrielles ;
- une fois par semaine en amont du point de rejet et au niveau du point mélange ; le point de mélange est situé à 5 fois la largeur du cours d'eau en aval de l'exutoire de rejet et au milieu de la largeur de la rivière.

Constats :

L'exploitant dispose d'une exemption à propos de ses prélèvements en eau durant les périodes de sécheresse. Néanmoins, les rejets spécifiques à cette période restent applicables.

Le bassin "Bruche, Ehn, Andlau, Giesse et Liepvrette" était en seuil de vigilance entre le 26/06/2025 et le 01/07/2025.

Durant cette période, un dépassement des températures des effluents rejetés a été observé le 01/07/2025 (la température mesurée est 27,4 °C). Or, ce dépassement n'a pas entraîné une élévation de température de 1,5 °C. En effet, l'élévation mesurée de la température des eaux de l'Andlau est de 0,1 °C.

Le bassin "Bruche, Ehn, Andlau, Giesse et Liepvrette" était en seuil d'alerte entre le 2 et le 10 juillet 2025.

Durant cette période, les rejets eau ont présenté des dépassement de température des effluents rejetés (la température mesurée est 27 °C). Or, ces dépassements n'ont pas entraîné une élévation de température de 1,5 °C des eaux de l'Andlau. En effet, l'élévation maximale mesurée étant de 1,2 °C le 02 et le 10 juillet 2025.

L'exploitant a indiqué que pour limiter ses consommations d'eau durant cette période, son osmoseur a été mis en arrêt.

Les mesures de phosphore sont conformes aux VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral. En effet, les valeur mesurée sont comprises entre 0,003 kg/j et 0,06 kg/j pour une VLE de 0,08 kg/j.

Depuis le 11/07/2025, le bassin "Bruche, Ehn, Andlau, Giesse et Liepvrette" est en seuil d'alerte renforcée.

NB : Les résultats ayant été transmis par l'exploitant le 28/07/2025, les résultats analysés correspondent à la période du 11 au 28 juillet 2025.

Durant cette période, aucun dépassement de température n'a été observé.

Les paramètres en phosphore et en nitrites sont conformes aux valeurs prescrites par l'arrêté préfectoral. En effet, les valeurs de phosphores sont comprises entre 0,003 kg/j et 0,03 kg/j (pour une VLE de 0,06 kg/j) et les valeurs de nitrites sont comprises entre 0,004 kg/j et 0,014 kg/j (pour une VLE de 0,5 kg/j).

Le cuivre, le nickel et l'étain sont suivi quotidiennement par l'exploitant, et les valeurs sont conformes aux VLE prescrites dans son arrêté préfectoral complémentaire. En effet, les valeurs mesurées sont :

- comprises entre 0,001 kg/j et 0,007 kg/j pour le cuivre (pour une VLE de 0,13 kg/j) ;

- comprises entre 0,001 kg/j et 0,004 kg/j pour le nickel (pour une VLE de 0,26 kg/j) ;
- comprises entre 0 kg/j et 0,002 kg/j pour l'étain (pour une VLE de 0,26 kg/j).

Type de suite proposée : Sans suite

N° 7 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

Thèmes : Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur - Relevé des débits prélevés

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Constats :

Le compteur d'eau dispose depuis 2022 d'un système permettant de reporter les mesures par impulsion toutes les heures sur un logiciel interne de l'entreprise.

Ce compteur permet le suivi des consommations de l'eau de l'installation.

Une alerte est également déclenchée lorsque des dépassements sont mesurés, et celle-ci permet de signaler directement les anomalies aux employés de garde.

L'inspection a vu sur site le compteur d'eau automatisé et est visuellement en bon état.

Un extrait de ce relevé de compteur a également été vu en salle et n'appelle pas d'observations.

Type de suites proposées : Sans suite
